

Les Nouvelles

Mensuel édité par la
Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1008

14 Novembre 2016

prix : 0,70 €



L'édito d'Aymeric SEASSAU



Débattre, rassembler, garder les idées au premier plan quand la vie politique française est toute entière centrée sur les personnalités et les candidat(e)s...

La conférence nationale du PCF aura déjoué tous les pronostics des éditorialistes politiques qui attendaient paresseusement de savoir dans quel scénario pré-établi allait s'inscrire le PCF.

Incorrigibles communistes.

Depuis Janvier, sans relâche, ils alertent mais surtout, ils agissent ensemble, des Lundis de Gauche de Pierre Laurent à la grande enquête citoyenne. Ils entrent désormais en campagne. Avec un pacte d'engagement pour la France axé sur 7 chantiers d'urgence mais surtout avec la volonté d'agir jusqu'au bout pour une candidature commune à la présidentielle de toutes les forces de gauche portant l'alternative à l'austérité seule à même d'empêcher la victoire de la droite et de l'extrême droite.

Rassemblés quasi unanimement (94%) autour de cette ambition, une majorité (55%) s'est dégagée de la conférence nationale du PCF pour proposer une candidature communiste pour porter dans le débat des propositions et une démarche de rassemblement.

Pas une candidature de plus ou une candidature de trop donc, mais une candidature d'union prête à se retirer si le rassemblement se concrétise. 45% des voix se sont portées sur le soutien

à la candidature de Jean-Luc Melenchon accompagnée d'une campagne autonome du PCF, à défaut d'accord politique global. Il revient désormais aux communistes de décider, librement. Et ils poursuivront leurs efforts, déterminés à créer les conditions d'un rassemblement dans le dialogue avec les écologistes, les socialistes qui contestent l'orientation Hollande-Valls, la France Insoumise...

Sans union sur une rupture franche avec les politiques qui accompagnent la mondialisation ultra libérale, la gauche risque la défaite. Elle risque de se défaire.

La récente victoire de Trump est là pour rappeler l'ampleur des dangers. Ici Le Pen est en tête des sondages du premier tour et ses concurrents de la primaire de la droite sont ventre à terre pour la rattraper, y compris dans le champ des idées.

Si dans un contexte aussi grave les communistes restent capable de débattre entre eux avec toute la gauche avec sérénité et détermination c'est qu'ils ne perdent pas leur boussole. La même qui les a conduits 80 ans plus tôt à construire le Front Populaire face à la crise économique et à la montée du fascisme...

...Et qui fit dire à **Maurice Thorez** le 17 Avril 1936 :

« Le Parti communiste s'honore de n'obéir qu'à une préoccupation exclusive : servir la cause du peuple. Le Parti communiste s'honore de ne connaître qu'un seul mot d'ordre : UNIR. »

Turquie



Face à la dictature d'Erdogan l'U.E. se fait complice ! **2**

Sécurité



Malaise policier, TES, évacuation des camps... **3**

Conférence Nationale du PCF



2017, les communistes à l'offensive **4-5**

Fracture hexagonale



Entre métropoles et territoires périphériques **6**

Repos dominical dimanche



Un combat de longue date et à plusieurs niveaux **7**

« First America ! » Le monde entier découvre l'Amérique telle qu'elle est ?

Tous les sondages donnaient Hillary, première femme présidente ! Ce fut le scénario surprise. Un séisme politique ! Au-delà de la diabolisation du candidat républicain « improbable » - mais qui avait gagné contre toute attente les primaires républicaines — ce fut une véritable gifle aux sondeurs, gavés de certitudes.

« Vous n'avez pas su regarder l'Amérique ! ». Deux pays se sont affrontés :

« Une Amérique urbaine, diplômée, partisane d'une globalisation mondiale, cosmopolite... et une Amérique rurale, ouvrière, laissée pour compte de la mondialisation, repliée sur ses peurs, réclamant un retour aux valeurs fondatrices, nationales ».

Personne ne pensait que le rejet du « système », de l'establishment, dont Trump est lui-même issu, comme de la corruption, serait à ce point majoritaire. Reste à analyser ce que va être réellement la « nouvelle » politique américaine aux Etats-Unis et dans le monde. Et la France ? La voyons-nous telle qu'elle est ?



L'actualité

2

CETA : Cheval de Troie du TAFTA ? La lutte continue !

En 250 ans le libre-échange a transformé la quasi-totalité de la planète en un supermarché pour les multinationales et les oligarchies mondiales. L'impérialisme américain dominant, s'est fixé pour objectif de prolonger cette domination en imposant ses standards industriels, agricoles, sanitaires et phytosanitaires. Le Traité Trans-pacifique de libre échange qui lie 12 pays d'Asie-Pacifique a été signé à la mi février. Il ne comprend pas la Chine,



deuxième économie mondiale, écartée des négociations. Un traité similaire transatlantique est toujours en cours de négociation avec l'Union européenne (Tafta). La plupart de ces traités confèrent aux entreprises transnationales un statut juridique supérieur à celui des Etats. L'ensemble doit constituer une zone de libre échange, concurrente notamment du marché chinois.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les péripéties liées à la signature du traité de libre échange entre le Canada et l'U.E (CETA). Jusqu'alors le sujet était resté discret. Conservateurs, libéraux, et sociaux-démocrates ont voulu réduire le débat pour éviter la pression citoyenne et l'évaluation sérieuse du contenu de l'accord. Mais fin Octobre on apprenait qu'un grain de sable « Wallon » bloquait la signature. Depuis plus de deux ans les députés de ce Parlement Régional n'avaient cessé d'alerter sur les risques en matière de normes sociales et environnementales, sur les dangers pour l'agriculture, les services d'intérêt général et les biens communs... et surtout, sur le mécanisme de règlement des conflits entre les multinationales

et les Etats. Le Parlement Wallon a débattu plus longuement du CETA que tous les autres Parlements de l'Union européenne.

Après avoir obtenu des clarifications sur les mécanismes d'arbitrage, les francophones de Belgique ont accepté un compromis. Le CETA est signé, mais son avenir reste incertain. Le texte sera sans doute ratifié par le Parlement européen en début d'année 2017, ce qui permettra une mise en œuvre provisoire et partielle.

Mais pas moins de 38 assemblées, nationales ou régionales, devront se prononcer. Des procédures qui pourraient prendre plusieurs années.

Aujourd'hui, le temps n'est plus seulement celui de la résistance. Il revient aux syndicats, partis politiques de gauche, défenseurs de l'environnement, chercheurs, démocrates, acteurs de la culture, mouvement d'éducation, ainsi qu'à des collectivités locales, de se mobiliser avec l'objectif de combattre le pouvoir des entreprises transnationales, condition indispensable au développement économique et social, écologique, culturel et démocratique.

Quelles nations gagnent au libre-échange ? Quelles autres y perdent ? Ce débat tend à en masquer un autre, plus facile à trancher au sein de chaque nation, quelles classes sociales en bénéficient et lesquelles en pâtissent ?

Voir aussi l'Humanité du mardi 8 novembre pages 12 et 13.

Désescalade au Venezuela ?

La toile de fond économique ne s'est pas améliorée : diminution des recettes pétrolières, pénuries, hyper-inflation (700%), lamentent le pouvoir d'achat.

Comme au Brésil, l'opportunité de renverser les héritiers du chavisme et de revenir sur les conquêtes sociales encourage les oppositions politiques. Ces derniers mois, l'exaspération des tensions a atteint des sommets dangereux pour la paix civile.

D'un côté le pouvoir a stoppé l'organisation d'un référendum révocatoire destiné à écourter le mandat du président Maduro, et envisager de confier aux militaires le contrôle des usines. De l'autre, l'opposition a multiplié les manifestations de masse et appelé à une grève générale. L'affrontement semblait inévitable. Mais l'échec relatif de la grève a conduit à la recherche d'une issue négociée sous la médiation du Vatican. Toutes les hypothèses sont sur la table.

A 16 h 34 arrêtons toutes de bosser ! ...pour l'égalité salariale.



Le 7 novembre deviendra-t-il la date symbole des discriminations qui pèsent encore sur les travailleuses en France ? A partir de cette date les femmes travaillent « bénévolement », compte tenu des écarts de salaire femmes/hommes. En France, en 2016, une femme doit travailler 38 jours de plus qu'un homme pour toucher le même salaire ! Ce sont quelques 14 millions de travailleuses, soit 48 % de la population active qui seraient concernées selon le constat choc dressé par le site féministe « les glorieuses ». Toutes les données montrent que si l'on n'avance pas plus vite, il faudra au moins 150 ans pour atteindre la parité.

Espagne: la droite conserve le pouvoir avec la complicité de la social-démocratie (PSOE).

Après 10 mois de blocages, Rajoy chef du parti populaire, arrivé en tête des élections législatives du 26 juin avec 33% des voix, a été reconduit à la tête d'un gouvernement minoritaire (170 voix de droite et du centre), contre 110 voix défavorables (15 frondeurs ont voté avec Podemos). Les 68 députés socialistes, ont préféré s'abstenir afin d'éviter de se retrouver devant les électeurs pour la 3e fois en un an.

Face à la dictature d'Erdogan en Turquie, l'U.E. se tait et devient complice !

Le président turc vient de franchir une nouvelle étape dans la répression des démocrates qui tentent de résister à la répression depuis le « coup d'Etat » avorté du 15 juillet dernier.

Avec l'arrestation ces derniers jours de 11 députés et dirigeants de gauche du Parti démocratique des peuples (HDP) et 9 journalistes du quotidien d'opposition Cumhuriyet, Erdogan perpétue son entreprise de destruction de tous les piliers d'une démocratie quasi en ruine. La rage du président turc à l'égard du HDP prend racine après que ce petit parti-mélange de force laïques de gauche et d'anciennes formations kurdes a fait son entrée au Parlement, en 2015, l'empêchant d'avoir la majorité nécessaire pour transformer la constitution à son profit.

Depuis, la liste est longue des éléments prouvant cette dérive dictatoriale : purges massives dans l'armée et l'administration publique, fermeture de médias non inféodés, guerre meurtrière menée contre le peuple kurde, notamment le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) en Turquie ou en Syrie et en Irak, appui direct ou indirect à Daech. Après des mois de répressions, de menaces, de descentes de police et de casse dans les bureaux du HDP, le gouvernement a fait voter en mai 2016, la levée de l'immunité parlementaire de ces députés.

Des faits qui se heurtent à l'indifférence et à l'impuissance des gouvernements occidentaux, pris au piège de leur politique extérieure à l'égard de la Turquie. Une politique qui s'appuie sur trois axes :



- Un rôle géostratégique et militaire au sein de l'Otan qui fait de la Turquie, la 2eme armée de l'Alliance atlantique et des pays européens, la faisant profiter d'un jeu d'alliances complexes au Moyen-Orient.

Les Kurdes se retrouvent en conséquence au milieu d'enjeux financiers et étatiques dont ils sont les victimes. Ils en ont l'habitude.

Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, doivent assumer leurs responsabilités et mettre un terme à la complicité turque avec les terroristes de Daech.

A contrario le PKK doit être retiré de la liste des organisations terroristes.

L'Union Européenne doit maintenant sanctionner ce régime fasciste, l'un des pires de l'histoire du pays.

- suspendre les négociations sur les visas et les négociations sur l'adhésion à l'U.E.

- prendre des sanctions économiques et politiques pour affaiblir Erdogan.

La solidarité entre la population française et le peuple kurde doit se renforcer, d'autant que la restauration de la peine de mort revient dans l'arsenal répressif et qu'Öcalan est toujours en prison.

Cordemais : grâce à la lutte, le gouvernement recule !

Annoncée par François Hollande en avril, confirmée par Ségolène Royal en juillet, la hausse de la taxe carbone devait entrer en vigueur en janvier 2017. Cette hausse aurait condamné à brève échéance les cinq dernières unités de ce type en France, dont la centrale de Cordemais et aurait aussi mis en péril le trafic portuaire lié ...

Face à la mobilisation coordonnée des syndicats CGT, des salariés de la Centrale, du Port, des élus et militants communistes, le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, a annoncé renoncer à ce projet. Cette mesure si elle avait été appliquée, en plus de sacrifier 1400 emplois localement et 5000 en France aurait conduit à coup sûr à l'importation d'énergie auprès de nos partenaires européens, comme l'Allemagne. Pour rappel, la France produit avec ses centrales thermiques 37 millions de tonnes de CO² (MT CO²) contre 282 MT CO² pour l'Allemagne ! Un non-sens écologique ignorant également les investissements massifs (350 millions d'euros) en vue de prolonger la vie des deux tranches charbon jusqu'en 2035 ainsi que les efforts en terme de recherche et d'innovation.

Alors que le gouvernement a rappelé sa volonté « de toute façon à terme, au plus tard en 2023, de mettre fin à ces centrales », force est de constater que le retrait définitif de ce projet n'est pas acquis, une bataille cruciale a cependant été gagnée.

En France et en Loire-Atlantique

3

Malaise dans la police :

l'illustration des politiques de destruction des services publics

Depuis plusieurs semaines les mobilisations de policiers se poursuivent à travers la France suite à l'agression d'une extrême violence d'agents de police de Viry-Châtillon. Les mobilisations disent le malaise des forces de l'ordre : manque de moyens, dégradation des conditions de travail,



perte de sens des missions, politique du chiffre. A cela s'ajoute le fait que les policiers mobilisés se disent lâchés par leur hiérarchie et plus préoccupant, rejettent les institutions : syndicats, justice..., qu'ils disent ne pas les soutenir.

Une colère légitime de ces fonctionnaires lorsqu'elle dénonce l'absurdité des missions, l'agression de Viry en témoigne (les policiers surveillaient une caméra de surveillance !!!) et le manque de moyen d'où découlent nombre de problèmes.

Comme l'ensemble de la fonction publique, les policiers souffrent du dogme libéral qui vise à réduire considérablement la place des services publics, leurs moyens et leur rôle dans la société quand bien même ils démontrent leur utilité dans la vie quotidienne. Réduction des effectifs, baisse des dotations, faiblesse des revenus, conditions de travail allant en se dégradant... le problème est le même dans la fonction publique hospitalière ou à l'éducation nationale pour ne prendre que ces deux exemples.

Pour autant, toutes les revendications de ces policiers ne sont pas à mettre sur le même plan : Loin d'être laxiste, comme il le prétendent, la justice n'a jamais autant condamné et quand bien même, elle ne fait qu'appliquer les lois adoptées par les législateurs. Concernant leur sécurité, les policiers ont obtenu le droit

de porter leur arme en permanence et les condamnations pour outrage n'ont jamais été aussi nombreuses.

Fatalement la droite et l'extrême-droite tentent de récupérer cette colère alors même -et cela est fort préoccupant- que plus de la moitié des policiers déclarent voter pour le Front National.

Dans ce contexte, il semble urgent de redonner des moyens à la police pour assurer la sécurité des français. 10000 postes avaient été supprimés sous Sarkozy et aujourd'hui avec les attentats de nouvelles missions se sont ajoutées. Les policiers, en sous effectifs et sur-mobilisés, craquent. Pour le Parti Communiste Français il faut « **embaucher, renforcer le nombre et la présence quotidienne de la Police Nationale dans tous les territoires et en particulier auprès de ceux qui souffrent le plus de la crise et de la délinquance quotidienne** ». Ensuite, nous devons aussi nous interroger sur leurs missions, à commencer par la règle qui détermine leurs actions depuis le passage de Nicolas Sarkozy à l'intérieur : celle du chiffre. **La logique de rentabilité capitaliste qui s'applique depuis lors, est en train de détruire, de dévoyer le rôle du service public de Police nationale.** Elle vide de son sens le métier, brise les vocations et donne de l'importance à des actions qui sont rentables pour les statistiques mais peu pour la sécurité des citoyens de France.

Pour le PCF, cette crise doit être « **l'occasion de prendre le virage de la proximité, du sens du métier, du retour au service public auquel les citoyennes et citoyens de ce pays ont droit** ».

Un décret contre nos libertés



C'est un marronnier, à chaque campagne présidentielle les questions sécuritaires resurgissent au premier plan et les candidats, en particulier de droite, rivalisent d'ingéniosité quand-il s'agit de renforcer les dispositifs existants. Un penchant renforcé avec les derniers attentats. Le gouvernement a d'ailleurs, le 28 octobre dernier signé et publié un décret instituant un **système de fichage d'une envergure jamais vue.**

Désormais, tout porteur d'une pièce d'identité ou d'un passeport biométrique verra l'ensemble de ses données personnelles regroupées dans un fichier comportant l'identité, l'adresse postale et électronique, la signature, la taille, le sexe, la couleur des cheveux, et les empreintes digitales. C'est donc 60 millions de citoyens français qui seront désormais fichés. Tout cela s'est fait en catimini, sans aucun débat public en contournant le débat parlementaire ! Et pour cause, en 2012, le Conseil Constitutionnel avait rendu une décision censurant un projet équivalent porté par la précédente majorité. Il avait statué que ce projet portait en lui des atteintes disproportionnées aux libertés individuelles. **C'est sans doute pour éviter pareille censure que le Gouvernement a choisi de passer par la voie du Décret plutôt que celle de la loi.**

Calais, Paris : 10 000 migrants évacués... et après ?



A Paris comme à Calais, l'Etat démantèle, évacue les camps de migrants dont le développement au fil du temps traduisait l'absence de politique d'accueil de la France.

Plus de 3 800 migrants s'étaient installés dans le quartier Stalingrad à Paris, dans des conditions particulièrement précaires, ils ont été évacués vers 74 centres d'urgence en Ile-de-France.

« On a des places pour héberger tout le monde », assure Emmanuelle Cosse, la ministre du Logement. C'est pourtant la 30ème opération « de mise à l'abri humanitaire » dans la capitale, ce qui fait douter nombre d'associations présentes sur place de la pertinence de ce mode d'action. Les problèmes migratoires ne méritent-ils pas une véritable politique d'accueil et d'intégration sur le long terme plutôt que d'incessants déplacements et démantèlements ?

Loin d'être un modèle du genre la « jungle » comme l'ont surnommée les migrants puis les médias, était habitée par plus de 7000 hommes, femmes et enfants fuyant la guerre, l'oppression ou la misère dont ils sont victimes dans leur pays. A proximité du Port de Calais et du Tunnel sous la Manche, ils sont restés bloqués du côté français à la frontière Franco-britannique. Après Sangatte en 2002, l'histoire sans fin des migrants du détroit de la Manche se répète dans des conditions toujours plus indignes.

En soi, ce camp ne pouvait pas rester en l'état, mais les objectifs d'évacuation aboutissent à « une opération sécuritaire » et les problèmes, eux, restent intacts.

Un grand nombre de migrants veulent absolument rejoindre la Grande-Bretagne. Ils ont commencé à se disperser dans le Calaisais, le Dunkerquois et sur le littoral belge. A la veille de l'hiver, c'est le retour à la « clandestinité », dans des mini camps, avec le risque de voir s'organiser une véritable « traque aux migrants » et un risque de criminalisation des militants de la solidarité avec les migrants par des forces de l'ordre dont les effectifs resteront très élevés.

Les accords bilatéraux du Touquet signés en 2003, ont conduit à faire de la France le bras policier de la politique migratoire du Royaume-Uni, en déplaçant de fait la frontière anglaise sur le territoire français. Aujourd'hui les deux pays se doivent de coopérer non seulement pour la sécurisation du passage de la Manche mais aussi pour un partage des responsabilités dans l'instruction des demandeurs d'asile. A cet égard l'Angleterre se doit d'ouvrir sa frontière en faveur des mineurs ayant de la famille sur son territoire et des demandeurs d'asile...

A Nantes, FO demande l'armement des policiers municipaux

Depuis les attentats, les villes armant leurs policiers vont croissant et les syndicats de policiers municipaux requièrent la généralisation du port d'arme, comme le font les agents FO de Nantes.

Force est de constater qu'avec la fin de la police de proximité les missions de la police municipale ont sensiblement évolués. Pour autant comme le rapportait Gilles Nicolas, adjoint à la sécurité à Nantes, à nos confrères de l'Humanité " il ne faut pas confondre et mélanger les différentes missions de la police municipale et de la police nationale parce qu'il y a des attentats. Chacun son rôle : la protection et la sécurité relèvent de la police nationale".

Malgré l'insistance de la droite, la majorité de gauche de la ville, parmi lesquels les élus communistes refusent l'armement de la police municipale. **Ce ne doit pas être aux polices municipales de pallier au recul de l'Etat à moins de considérer l'égalité républicaine devant la sécurité comme caduque !**

Echo des sections !

Avant leur Conférence nationale, les communistes de Loire-Atlantique ont multiplié les temps de réunion, d'échange et de débat. En assemblées générales, comités locaux ou réunions de cellule, les discussions ont embrassé les multiples enjeux de la période. **Plus de 180 communistes du département se sont réunis dans le cadre des débats préparatoires à cette conférence nationale.**

A l'image de la **presqu'île** qui a exprimé « **le besoin d'avoir un programme porteur de nos propositions communistes. Pour permettre de rendre le parti visible et audible** en axant la campagne sur les lois votées : loi travail, loi sur la sécurité, les services publics en danger, la liberté de la presse, sur le rôle de l'Europe, sur l'industrie... »

Les adhérents de la **section de Loire et Sèvre** quant à eux ont estimé que « le PCF devait faire entendre sa voix dans le débat politique, sa démarche, sa volonté de rassemblement. » Aussi, ont-ils adopté une résolution souhaitant « **qu'une candidature communiste à la présidentielle et des candidatures communistes aux législatives devaient être mise à la disposition de ce rassemblement**, des candidatures qui ne seraient pas irréversibles et qui se retireraient si d'autres personnalité(e)s étaient désignées comme candidat(e)s commun(e)s de rassemblement ».

Le Comité local de la Basse Loire a également abondé dans ce sens, deux appréciations se sont dégagées du débat de l'assemblée. 3 camarades, sont intervenus ne négligeant pas les difficultés que pose la candidature de Jean-Luc Mélenchon, affirmant qu'il fallait soutenir cette candidature, tout en portant nos propres propositions dans une campagne autonome. 5 camarades ont considéré qu'il **fallait poursuivre les efforts de rassemblement**, « **seule voie à suivre pour que la gauche soit présente au second tour de ce scrutin** ». Pensant également qu'il fallait une candidature communiste qui incarne cette stratégie.

A **St Nazaire** l'option d'une campagne du PCF souveraine de parole et d'action soutenant la candidature de JLM a été partagée par plusieurs camarades. **La candidature de Jean-Luc Mélenchon est installée dans le paysage politique et notamment à gauche et la volonté de ne pas rajouter de la division à la division ont été les éléments avancés.** L'hypothèse d'un candidat communiste présentait pour les participants un risque d'isolement, de marginalisation du PCF, plaçant le PCF dans de grandes difficultés pour aborder les élections législatives à suivre.

A **Nantes**, enfin a été adopté à l'unanimité en Assemblée Générale, une résolution « **rappe- lant les difficultés et les obstacles actuels. Dans ce cadre, les communistes ont souhaité mettre à la disposition de cette ambition un candidat, chef de file issu de notre Parti, qui porterait haut et fort l'impé- ratif de rassemblement dans le débat et auprès de toutes les organisations souhai- tant une alternative de progrès à la politique du Président et du gouvernement actuels** ». Les communistes ont également décidé de travailler dès maintenant avec les candidats aux « élections législatives pour faire gagner les aspirations populaires dans les territoires. »

Les communistes à l'offensive !

Les communistes ont mené ces dernières semaines en Loire-Atlantique comme dans l'ensemble du pays des débats approfondis, dans le respect et l'unité, sur **les enjeux de contenu, et l'évaluation de la situation politique en vue des échéances de 2017.**

Des élections où tout était fait, après deux quinquennats catastrophiques qui provoquent aujourd'hui le rejet de notre peuple, pour le priver une nouvelle fois d'un choix progres- siste, en l'enfermant dans une configuration prési- dentielle piégée. Avec d'un côté un représentant des mêmes politiques libérales (Sarkozy ou Juppé à droite, Hollande, Valls, Macron côté gouvernemental), ou le Front national.

La consultation inédite, menée dans tout le pays par les communistes, au printemps dernier, a montré le désir d'être entendu : **près de la moitié des Français-e-s estiment ne pas être correctement pris en compte dans notre démocratie.** Un premier enseignement est frappant : la convergence des aspirations qui s'expriment.

Le grand nombre de personnes interrogées, la diversité des profils ayant répondu, l'image politique détériorée de la gauche, tout cela pouvait conduire à des résultats clivés, révélateurs d'opinions concurrentes et fragmentées. En réalité, des lignes de force apparaissent, définissant un socle commun de préoccupations : **pour une vie meilleure**

(salaires, santé, retraites, éducation, jeunesse...), dans **une France refusant les discriminations et œuvrant pour la préservation de l'environnement.**

Face au scénario préétabli, les délégués réunis en confé- rence le 5 novembre à la Cité des sciences et de l'industrie de Paris-La Villette ont souligné que, dans ces conditions, seul un très large rassemblement de toutes les forces prêtes à s'engager clairement pour une nouvelle politique de progrès, de justice et de solidarité peut éviter ce piège, répondre à l'attente populaire de mieux vivre et sortir notre pays de la crise actuelle.

Deux options permettant de dégager la meilleure voie pour poursuivre la démarche de rassemblement ont été portées aux choix des délégués.

- L'une, privilégiée par Pierre Laurent, et appelant à voter Jean-Luc Mélenchon, « dans un cadre collectif de campagne élargi ».

- L'autre, consistant à présenter un candidat communiste qui pourrait si « la situation l'exige (...) se retirer au profit d'une candidature commune », retenue majoritairement par les délégués.

Ce bulletin de vote sera maintenant soumis au vote de l'ensemble des adhérents du PCF les 24, 25 et 26 novembre (voir-contre).

Poursuivre nos efforts de rassemblement

Extraits des conclusions de la Conférence nationale par Pierre LAURENT



Pierre Laurent - Secrétaire national du PCF

« Les votes de notre conférence nationale sont acquis. La résolution que nous avons adoptée, et qui comporte toute une série de décisions extrêmement importantes, a été adop- tée par plus de 90%, sanctionnant l'unité des communistes autour de notre démarche de rassemblement. Concernant les options pour l'élection présidentielle, l'option 2 arrive en tête. Les deux options nous ont partagés dans des propor- tions qui viennent d'être énoncées.

Les communistes seront saisis de ces résultats et le dernier mot appartient désormais à l'ensemble de nos adhérents qui voteront les 24, 25 et 26 novembre, saisis de ces travaux et de ses résultats. Je crois qu'il est extrê- mement important que nous soyons ensemble comptables de la poursuite démocratique de ces débats et que l'ambiance d'écoute et de respect de toutes les options, soit maintenue dans la nouvelle période qui s'ouvre. C'est-à-dire celle qui nous mène au vote des communistes et donc à notre choix provisoirement définitif, puisque dans l'une et l'autre des options, nous avons décidé de poursuivre nos efforts de rassemblement. **Je crois que le maintien de cette ambiance de débats, respectueuse, qui a marqué cette conférence nationale, est extrêmement important. Car, ne l'oublions pas, de la même manière qu'après cette conférence nationale, il importe que nous soyons unis pour mener la bataille, il faudra que nous le soyons après le**

vote de l'ensemble des communistes qui décidera de la manière dont nous nous engagerons dans cette bataille...

Oui, à l'issue de cette conférence nationale, le Parti commu- niste est uni, déterminé à jouer un rôle important pour les échéances de 2017, pour contribuer à ouvrir un nouvel espoir à gauche pour notre pays. Et cette unité nous l'avons construite ces derniers mois, ces dernières semaines, dans un débat qui ne fait pas seulement honneur au Parti commu- niste, mais qui fait honneur à la vie politique française. Des dizaines de milliers de communistes se sont réunis, ont échangé et travaillé de façon conjointe sur l'ambition que nous pouvions nous donner pour ces échéances de 2017 et sur les candidatures que nous pouvions nous donner, à la présidentielle et aux législatives, pour faire vivre notre ambi- tion. **Le débat d'aujourd'hui a été libre, vif, contradictoire, mais toujours respectueux des points de vue exprimés.** Quelle extraordinaire leçon de démocratie, quelle extraordi- naire leçon de vie politique...

Alors je tenais à le dire à l'issue de notre conférence natio- nale, je suis fier d'être secrétaire national d'un parti, le parti communiste, qui a été capable de débattre en plein jour, avec l'implication de toute sa richesse humaine et politique. Ici, au parti communiste, il n'y aura jamais de militants ravalés au statut de supporters de candidats autoproclamés ! La démoc- ratie c'est notre bien commun, que nous nous attachons, sans relâche, à faire vivre et à faire progresser... Je l'ai expri- mé il y a quelques semaines, le Parti communiste est celui, qui, aujourd'hui, tient la gauche debout... Et au-delà du Parti communiste lui-même, j'en sors renforcé dans l'idée que les partis politiques sont essentiels à la démocratie, à son expression. Oui, les partis politiques, quand ils sont capables de ne pas renoncer à leur mission et ne se transforment pas en écuries présidentielles, sous quelque ravalement de façade que ce soit, sont un apport essentiel à la vie politique française. Et que l'on ne compte pas sur nous pour décréter leur mort ou leur mise au placard ! Même avec les meilleures intentions déclarées... L'enfer en est pavé. Le pays a besoin de partis politiques qui disent ce qu'ils font et font ce qu'ils disent... »

Résolution adoptée à 94% par la Conférence nationale

« Uni-s pour l'humain d'abord, les communistes en campagne »

Extraits : « Nous entrons en campagne en soumettant au pays un pacte d'engagements pour une nouvelle majorité. Pour construire la politique et le rassemblement dont la France a besoin, nous nous adressons à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui partagent notre ambition, aux syndicalistes, aux militantes et militants associatifs, aux artistes et aux intellectuel-le-s, aux forces du Front de gauche, à la France insoumise, aux socialistes qui veulent retrouver le chemin de la gauche, aux écologistes.

Nous leur proposons de débattre de ce pacte d'engagements pour construire le socle d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale qui soit formée par les forces de la gauche d'alternative... **La construction de cette nouvelle majorité politique en 2017 passe tout autant par l'élection présidentielle que par les élections législatives...** Depuis des mois, pour déjouer le piège d'un second tour droite-FN et construire une candidature de gauche qui relève l'espoir du pays, nous agissons pour une candidature commune des forces portant l'alternative à l'austérité à la présidentielle...

Le refus, jusqu'à présent, du Président de la République de renoncer à sa candidature, alors même que son bilan le disqualifie d'emblée pour représenter une nouvelle fois la gauche à l'échéance présidentielle ; l'acceptation par les socialistes critiques d'un processus politique de primaire sans base politique garantissant une rupture avec une politique de régression sociale inédite du pouvoir ; le choix de Jean-Luc Mélenchon d'imposer, en rompant avec le Front de gauche, le seul cadre de la France insoumise en refusant de construire un cadre collectif pour les forces disponibles pour construire l'alternative à l'austérité ; ou enfin la décision d'EELV d'affirmer la nécessité d'une candidature écologiste en toutes circonstances... toutes ces

initiatives constituent autant d'obstacles à la construction d'une candidature commune à la présidentielle. Nous prenons la mesure de ces blocages, que nos efforts n'ont pas permis de dépasser à cette heure, mais nous ne nous y résignons pas. Le danger est toujours là.

Depuis septembre 2014, aucun sondage ne place un candidat de gauche au second tour de l'élection présidentielle. Le risque de démobilisation et de désarroi de nombreux électeurs est réel. En même temps, nous mesurons combien nos concitoyen-ne-s sont inquiet-e-s de cette division et souhaitent une union qui ouvre un espoir. Au vu de cette situation, les communistes décident : de continuer d'agir jusqu'au bout pour parvenir à une telle candidature commune et empêcher la victoire de la droite et de l'extrême droite.

Nous tendrons la main et poursuivrons le dialogue avec toutes ces forces jusqu'au dépôt des candidatures à l'élection présidentielle, pendant et au-delà des échéances de 2017. Nous participerons à toutes les initiatives qui porteront cet objectif, à commencer par celle organisée le 12 novembre prochain par l'Appel des cent.

La conférence nationale mandate la direction nationale et le secrétaire national du PCF pour poursuivre ces efforts et organiser, en décembre, une rencontre nationale, avec des déclinaisons locales, pour un pacte politique de majorité, où toutes ces forces continueraient à construire le front élargi nécessaire. De s'engager sans attendre autour d'une candidature. Cet engagement n'est pas le terme de nos efforts de rassemblement. **Notre choix de candidature sera mis au service de la poursuite de ces efforts. Conjuguer ces deux dimensions fait le plus large accord des communistes ».**

La Conférence nationale choisie l'option 2

Les délégués de la Conférence nationale se sont prononcés majoritairement, à 55,69 % (274 voix), pour l'option 2 de la résolution adoptée. L'option 1 a recueilli 44,31% du vote (218 voix). 27 délégués se sont abstenus.

Les communistes voteront les 24, 25 et 26 novembre

BULLETIN DE VOTE

J'approuve la résolution adoptée à 94,29% par la conférence nationale sur notre stratégie de rassemblement pour 2017 et la suite, et la poursuite de nos efforts pour y parvenir, sur les sept axes de campagne pour un pacte d'engagements communs pour la France, sur l'engagement des communistes dans la campagne des élections législatives.

◇Pour ◇Contre ◇Abstention

Tout en poursuivant ses efforts en faveur d'une candidature commune de la gauche d'alternative à l'austérité, pour l'élection présidentielle, le PCF choisit de s'engager sans attendre pour :

L'OPTION 1 : ◇

Les communistes décident d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon, considérant qu'un rassemblement peut s'opérer avec cette candidature et qu'elle porte une grande partie des propositions de la gauche alternative à l'austérité. Tout en poursuivant leurs efforts pour une candidature commune, les communistes porteront cet appel en conservant leur autonomie, critique et constructive, et travailleront à un cadre collectif de campagne élargi afin d'œuvrer à la construction d'un rassemblement le plus large possible.

L'OPTION 2 : ◇

Les communistes décident de présenter une candidature issue de leurs rangs, considérant qu'elle est le moyen de porter dans le débat nos propositions et notre démarche de rassemblement. Des camarades sont disponibles. Cette candidature pourrait, si la situation l'exige, sur la base d'un accord politique et après consultation des adhérent-e-s, se retirer au profit d'une candidature commune d'alternative à l'austérité telle que nous le proposons. Si cette option est retenue, le Conseil national soumettra le choix d'une candidature à la ratification des communistes.

La conférence nationale, réunie le 5 novembre 2016, s'est prononcée à 55,69 % pour l'option 2 et à 44,31 % pour l'option 1.

L'ensemble des communistes, à jour de cotisations, pourront voter par courrier, en se déplaçant sur les bureaux de vote installés dans le département ou en transmettant leur vote à leur responsable de cellule ou de section.

Paroles de délégués



Catherine Rougé
Section de Saint Nazaire

« Je n'ai rencontré que des communistes sincères à la Conférence nationale, tous porteurs de la démarche de rassemblement qui caractérise notre Parti. La Résolution votée à plus de 94% en témoigne.

Mais quel est le bon chemin pour mener au changement attendu ? **Faut-il rejoindre la candidature de J-L Mélenchon pour essayer d'être présents au 2ème tour et soulager le peuple des misères et des injustices intenable pour beaucoup ? Je constate avec tristesse qu'à ce jour, aucun accord n'a été possible avec La France Insoumise qui entend imposer son programme, son compte de campagne aux élections présidentielles et ses candidats aux législatives.** Seul un grand mouvement populaire peut imposer à J-L Mélenchon le respect de ses partenaires du Front de Gauche. On peut encore y travailler.

Faut-il alors présenter un candidat communiste, quitte à contredire notre démarche de rassemblement ? Les uns pensent que la candidature communiste doit être maintenue jusqu'au bout. Elle nous permettrait de faire une campagne officielle et d'être entendus. La majorité proposent une candidature rétractable à partir du moment où un candidat commun à toute la gauche serait trouvé. Dans ces deux cas, théoriquement, l'élection de députés communistes est possible. Mais serions-nous compris par les électeurs ? Cette démarche réduirait-elle l'abstention ?

Pour ma part, je n'ai pas encore tranché. J'espère que les prochaines initiatives et rencontres prises par notre Parti feront évoluer la situation. »



Charles Marsaud
Section de Rezé Sud-Loire

« Le samedi 5 novembre nous étions 7 dans la délégation de Loire-Atlantique à se rendre à la conférence nationale du PCF à Paris, afin de débattre des solutions possibles en vue des élections présidentielles et législatives de 2017. C'était pour moi la première fois que je

participais à un évènement national du Parti et je suis heureux d'avoir fait partie de cette délégation. La journée a été ponctuée d'intervention de délégués qui, durant 4 minutes, avaient la possibilité d'exprimer leurs points de vue quant aux deux options qui s'offriront aux communistes lors du vote du 24, 25, 26 Novembre.

Si c'est l'option 2, une candidature communiste issue de nos rangs, que je soutenais personnellement, qui l'a emporté avec 55% des suffrages, la qualité des interventions et le respect pour la parole des camarades défendant des positions différentes fait honneur à notre Parti.

D'un côté, certain privilégiait de se ranger derrière Mélenchon pour ne pas subir de nouvelles déconvenues aux élections présidentielles, et d'autres pensaient que seule une candidature communiste permettait de développer nos idées dans cette campagne présidentielle et surtout de préparer les législatives qui seront si essentielles pour porter les intérêts des populations au Parlement. **Cette candidature communiste pourrait en cas d'accord politique fort se retirer. Elle servirait d'étendard à notre démarche de rassemblement, pour éviter l'éparpillement des candidatures de la gauche alternative et donc l'arrivée de la droite au pouvoir.** Seule véritable opportunité de porter une voix progressiste dans la représentation nationale et à l'exécutif».



« Les Nazairiens dans la Grande Guerre »

Cette exposition sur la vie des habitants de Saint Nazaire durant la "der des ders", retrace de manière inédite le quotidien des Nazairiens pendant ce qui ne sera finalement que la première des deux guerres mondiales. **De nombreux objets et photos d'époque collectés par sept associations vous fera parcourir la ville et découvrir comment on y vivait pendant le conflit.**

« Les Nazairiens dans la Grande Guerre » du 7 au 27 novembre, l'entrée est gratuite, dans la Galerie des Franciscains à Saint-Nazaire de 11 h à 19 h, du lundi au dimanche.



Culture, idées, sciences

6

Huma Café

Le prochain Huma café aura lieu **vendredi 18 novembre 2016, au Lieu Unique**, dans le cadre du « Mois de l'ESS » dont L'Humanité est partenaire, dans ce thème le débat portera sur :

L'économie sociale et solidaire à la croisée des chemins

Dans le contexte de la crise que nous traversons, de nombreuses expériences se développent en faveur des biens communs et innovent. Economie de partage, circulaire, contributive, collaborative : des voix se font entendre qui proposent de faire autrement.

Qu'en est-il de l'ESS ? Quels secteurs d'activité recouvre-t-elle ? Associations, fondations, mutuelles, coopératives, SEL, tiers-lieux: quelle est cette "autre économie" qui place l'humain au centre, où les bénéficiaires sont réinvestis et les décisions partagées ? Quelles en sont les réalités ? Paradis économique ou oasis social ? Utopie ? Les pratiques de l'ESS sont-elles émancipatrices, constituent-elles une alternative au capitalisme ou au contraire autant de béquilles ? Est-elle une solution d'avenir pour la transformation et l'appropriation sociales ?

Vous en débattrez, et la parole est libre avec :

Pascale MOULEVRIER chercheuse au Centre nantais de sociologie (CNRS) et **Jean HUET** ex-président d'Artisans du monde, délégué SCIC à la Confédération Gale des SCOP

Festival des 3 continents



Le Festival propose chaque année depuis 1979 des films de fiction et des documentaires d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Il s'est donné pour vocation de rendre plus lisible la carte des cinémas du monde en pointant plus nettement son regard sur les expressions de ces trois continents.

Pour sa 38ème édition, le festival proposera aux jeunes spectateurs de rencontrer ces cinémas multiculturels à travers des programmes « premiers pas vers les 3 continents » et « chanter danser » des maternelles aux lycéens, un ensemble de regards singuliers sur le corps dans les cinémas d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie.

9 films sont présentés en compétition :

Destruction babies de Tetsuya Mariko (Japon)
In the last days of the city de Tamer El Saïd (Égypte)
Life after life de Zhang Hanyi (Chine)
Bangkok nites de Katsuya Tomita (Japon)
My father's wings de Kivanç Sezer (Turquie)
Old Stone de Johnny Ma (Chine)
Solo, Solitude de Yosep Anggi Noen (Indonésie)
Bitter Money de Wang Bing (Hong Kong)
El limonero real de Gustavo Fontán (Argentine)

Et une riche programmation vous attend du 22 au 29 novembre plus d'informations rendez-vous sur <http://www.3continents.com/>

L'aube des territoires de la France périphérique d'en bas

Avec un nouvel essai, « le Crépuscule de la France d'en haut », le géographe Christophe Guilluy, poursuit sa réflexion sur la fracture hexagonale entre métropoles et territoires périphériques.

En marge des pôles de la mondialisation

Ce géographe, à la fois médiatisé et stigmatisé, part d'un constat central : « les classes modestes – ouvriers, employés salariés de la petite fonction publique, tous ceux qui gagnent en dessous du revenu médian et qui sont majoritaires – ne vivent plus là où se crée la richesse. » Il appelle ainsi France périphérique celle des petites villes, des villes moyennes et des territoires ruraux et périurbains où vit désormais 60% de la population. Or « ce modèle économique qui marche » - tant bien que mal - « ne fait plus société et défait le tissu des territoires ». Il a comme effet une désaffiliation politique générale – rejet des partis, abstention massive, vote FN - pour cette raison simple : « la réalité vécue par ces populations est ignorée ou rendue invisible par un discours politique daté sur l'intégration des classes moyennes et la diversité » (mixité sociale), en un mot la « moyennisation ». Pour Guilluy, nous sommes désormais à un moment historique de sortie de la classe moyenne et il serait plus que temps de s'en aviser.

Au-delà du décrochage démocratique

Suite à ses premiers essais (Fractures françaises, La France périphérique), on a reproché à C.Guilluy – par un bashing médiatique (Le Monde, Libé) et académique intense - de faire la part trop belle aux replis identitaires, comme terreau du vote FN. Les élites, nationales ou locales, médiatiques et intellectuelles, tiennent un discours condescendant, voire méprisant, sur la France d'en bas qui « se replierait sur elle-même par peur de l'autre ». Mais c'est un mauvais procès instruit par sociologues et

politistes supportant mal qu'un géographe vienne marcher sur leur plate bande. Guilluy a le don d'irriter les bobos. Il répond ici à ses détracteurs et poursuit : face à « la fragilisation de leur existence, les catégories populaires cherchent à préserver l'essentiel, un capital social et culturel protecteur ». Il fait bien la différence entre les « quartiers » des banlieues où l'Islam structure ce capital culturel, et le reste de la France périphérique, où cela passe par l'attachement au « village », au territoire, à son identité présumée, non sans quelque ambiguïté. Mais « si les classes populaires désertent les partis, s'abstiennent aux élections ou votent FN, il ne s'agit pourtant pas d'une contestation idéologique du système », elle s'incarne tout autrement.

Marronnage et jacqueries de notre temps

Au-delà du vote FN, C.Guilluy voit venir une révolte politique qu'il nomme « marronnage », en référence à la fuite des esclaves noirs des plantations, aux Antilles et ailleurs. Ce qu'il veut traduire par là c'est une « véritable fuite hors des partis traditionnels, de gauche comme de droite, des classes populaires ». Le FN n'en capte qu'une partie, c'est plutôt l'abstention qui l'emporte alors que « la classe politique n'a plus de prise sur ces catégories populaires qui n'attendent plus rien » d'elle. La démocratie ne pourra regagner ces territoires perdus de la République que « si les partis démocratiques se décident enfin à prendre en charge la réalité de ces populations, et d'abord à la nommer, à la représenter », non par visée électorale, mais pour mieux la comprendre. Pour C.Guilluy, « si la démocratie, c'est donner du pouvoir à ceux qui n'en ont pas, la

vraie révolution serait d'aller vers ces territoires qui ne créent pas la richesse. Soit on va vers eux, soit ils saisiront tous les leviers possibles : populisme, extrême-droite, radicalisation islamique. S'appuyant sur l'exemple du soulèvement des Bonnets rouges contre l'écotaxe en 2013, il prévient : « Il faut entendre la colère qui sourd des territoires. Sinon, aux citadelles médiévales répondront les jacqueries ». Ce livre n'est donc pas un supplémentaire dans l'analyse par C.Guilluy des racines sociospatiales de l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons, pour en décrypter les ressorts cachés. A cet égard son titre n'est pas le meilleur, puisque ce livre nous parle plutôt de l'aube des territoires populaires de la France périphérique.

Christophe Guilluy, Le crépuscule de la France d'en haut, Flammarion, 2016



MOI CE QUI M'INTÉRESSE, C'EST OÙ VIVENT LES CATÉGORIES POPULAIRES

LES TROIS QUARTS DES CATÉGORIES POPULAIRES NE SONT PLUS DANS LES GRANDES MÉTROPOLIS, MAIS SUR DES TERRITOIRES TRÈS DIVERS QUI PEUVENT ÊTRE DES PETITES VILLES, DES ZONES RURALES, CERTAINES VILLES MOYENNES OU CERTAINES FRANGES DU PÉRIURBAIN

C'EST CES ESPACES LÀ, TRÈS VASTES, QUI AUJOURD'HUI RÉGROUPENT 60% DE LA POPULATION

1,92 % des inscrits sur les listes électorales : sont allés consulter les circulaires des candidats sur internet sur les départements tests en 2014. Ils étaient 78 % à lire les documents reçus chez eux. Ce constat fait réfléchir sur la proposition renouvelée par le Gouvernement de passer à la dématérialisation de la propagande électorale en 2017.

« **Bon dans presque tous les critères, la Loire-Atlantique bénéficie d'un engagement écologique de tous ses acteurs** » Voilà comment commence l'éloge du magazine Chrétien La Vie à notre département, déclaré le plus écologique de France Métropolitaine dans son palmarès 2016.

Au cœur des collectivités

7

Défense du repos dominical

Un combat de longue date et à plusieurs niveaux

Le repos dominical connaît une longue histoire et, attaqué aujourd'hui, demande de nombreuses luttes à de nombreux échelons pour être défendu.

Ainsi, sous l'ancien régime (quand le roi avait encore la tête sur les épaules et le pouvoir entre ses mains), le repos dominical était la règle tout comme l'obligation pour employeurs et employés d'observer les fêtes de l'église. Le passage au calendrier révolutionnaire allait avoir deux conséquences : l'une était que le jour chômé serait le 10ème jour de la semaine, le décadi. Cela retirait beaucoup de jours de repos au nom de la sécularisation mais il était affirmé que " Les boutiques, magasins et ateliers seront fermés". Avec la dégénérescence de la Révolution, la liberté de fixer un autre jour de repos dans la semaine se fait jour en l'an VIII (1799-1800) au nom de la liberté de l'industrie et du commerce avant le retour à la semaine de 7 jours en 1806. La restauration de la royauté débouche, en 1814, sur le retour au repos dominical pour toutes les activités audibles et visibles... Remis en cause par la monarchie constitutionnelle qui se bornera à rappeler le principe du repos hebdomadaire sans l'imposer franchement, position qui perdurera jusqu'à la première décennie de la IIIème République. Défendue par les libéraux, le principe du repos dominical est abrogé en 1880 par les libéraux alors même que de plus en plus d'employeurs viennent à l'accorder.



Ce n'est qu'en 1906, après 4 ans de débats parlementaires que le principe du repos hebdomadaire est adopté et que le dimanche est imposé comme jour le plus commun, suite aux consultations des ouvriers faites par les députés socialistes de l'époque.

Mais le courant libéral était loin d'être vaincu, alors que la loi s'appliquant restait relativement souple (sur la restauration, le service public ou des contraintes spécifiques, voire des dérogations décidées par les Maires depuis 1934), la loi Mallié de 2009 vient poser le principe de recourir à des salariés le dimanche (avec du « volontariat ») dans le commerce de détail dans des communes ou zones d'intérêt touristique de droit chaque dimanche. La loi Macron, en 2015, définit un nouveau zonage dans la logique de la loi Mallié. Elle fait aussi entrer dans les catégories d'établissement les enseignes de bricolage ou celles de biens culturels et élargit les possibilités offertes aux Maires d'autoriser jusqu'à 12 dimanches par an.

Du Parlement à la commune, **les élus communistes luttent contre le fort courant qui remet en cause le droit à un jour de repos commun, consacré à la sphère privée, à un maximum de salariés.** Les votes renouvelés contre les autorisations de dérogations des Maires en témoignent comme lors du dernier Conseil de Nantes Métropole, le 17 octobre.

Projet de loi de financement sur la sécurité sociale pour 2017

Une bonne saignée !

Le 2 novembre a été adopté en première lecture le projet de loi de financement de la sécurité sociale sans les voix des communistes.



L'objectif choc de cette édition était la disparition du « trou de la sécu » or, le compte n'y est pas selon Jacqueline Fraysse : le déficit du Fonds de Solidarité Vieillesse n'a pas été comptabilisé : le déficit serait donc de 4,2 milliards d'euros. Mais ce n'est pas cette présentation bancaire qui a été déterminante pour le refus mais la continuité des politiques d'austérités et les économies faites sur le dos des bénéficiaires et des employés de la sécurité sociale.

Sur la vieillesse, le bilan n'est que la conséquence des réformes sur les retraites qui obligent les salariés à travailler de plus en plus tard pour avoir un revenu décent. La branche maladie subira encore la saignée : 4 milliards d'euros d'économies à faire en 2017 dont 1,5 pour l'hôpital qui aura supprimé 22 000 postes depuis 2015, sans oublier le jeu d'écriture qui transférera 230 millions d'euros de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie vers les établissements médico-sociaux. Sur le financement, le compte n'y est pas non plus : **les exonérations de cotisations continuent de s'élargir et la fraude des employeurs culmine à 25 milliards...** Pas de quoi charmer le groupe communiste donc.

Assemblée Générale de l'ADECRA4 Congrès et enjeux de territoire en perspective



Réunie en Assemblée Générale le 8 novembre à Couëron, l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains avait un programme copieux.

Si les questions de structuration interne n'ont pas amené à de grands bouleversements, il s'est s'agit d'aborder le Congrès de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains des 18 19 et 20 novembre. Après avoir abordé la situation difficile des collectivités et des populations, il s'est s'agit de savoir comment et sur quoi mobiliser les 7500 élus communistes et républicains.

La réponse proposée est résister, proposer et rassembler, dans la diversité des mandats. Les propositions sont multiples : batailles contre le désengagement de l'État, contre l'austérité mais aussi pour l'expression des besoins par les citoyens, pour une démocratie participative et concrète, pour faire une analyse critique des institutions Européennes et Françaises ou encore pour défendre la commune qui doit demeurer la cellule de base des institutions.

Localement aussi, des combats plus concrets sont menés ou doivent être menés : pour le développement et l'égalité des territoires... des enjeux qu'il conviendra de populariser en vue des élections nationales de 2017.

Près de vous

Transfert de l'aéroport à NDDL un rapport (militant anti-transfert) surprenant !

Les élus communistes et républicains, dans un communiqué du 8 novembre « ont pris connaissance avec stupéfaction du rapport de la rapporteuse » public, « la magistrate semble d'ailleurs ignorer superbement bon nombre d'éléments du dossier et aborde dans sa justification des éléments qui n'ont absolument aucun lien avec le sujet. » Pour les élus, ce réquisitoire s'apparante d'avantage au discours d'une militante qu'à la vérification de la conformité des arrêtés du préfet. Et de conclure « **Dans une démocratie, c'est le suffrage universel qui prime sur tout.** »

Les communistes Chapelains veulent imprimer leur marque sur le Projet Educatif Local

Citant le regretté Georges Séguy, « **il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager** », ils livrent dans une tribune leur vision d'une éducation mettant en avant l'engagement civique. Ils insistent également sur l'enjeu accru, par le contexte, d'ouvrir les esprits et de promouvoir l'esprit critique et de conclure « si nous voulons que nos enfants s'engagent pour rendre le monde plus juste, plus égalitaire et plus humain, nous devons leur apprendre ».

PLH sur Nantes Métropole : rééquilibrer la construction

Afin d'atteindre les objectifs légaux de part de logement social, le Métropole applique un Plan Local de l'Urbanisme dont il a été question au Conseil métropolitain du 17 octobre. S'il convient de se féliciter sur les 7600 logements mis en chantier en 2014-2015 sur les 6000 prévus initialement, il n'a été dénombré que 1576 PLUS ou PLAI contre les 1800 à 2000 projetés, alors que 11000 de ces logements (PLS inclus) manquent pour respecter la loi SRU. La politique du logement souffre aussi dans ses concepts : « mixité sociale » « égalité des chances » semblent bien flous et font penser que distiller la pauvreté sur le territoire la rendrait acceptable. Or, pour les élus communistes le problème est trop souvent l'effacement de l'État, le manque de fonctionnaires, le chômage des jeunes ou encore le recul de l'école de l'égalité... En conclusion, il faudrait « tourner le dos aux choix qui favorisent l'entre soi et la reproduction des inégalités ».

Nantes Métropole : ne pas juste remplacer les klaxons des voitures par les sonnettes des vélos

Lors du dernier Conseil Métropolitain, le plan de déplacement urbain a été abordé dans un contexte d'augmentation de la population. Beaucoup de choses doivent être confortées : l'étoile ferroviaire, le projet de réouverture de la ligne Nantes Carquefou, le transport fluvial comme alternative crédible au fret routier. Les élus communistes ont par ailleurs insisté sur les leçons à retenir des précédents aménagements cyclistes et appellent à davantage donner dans la concertation avec tous les usagers de la voirie.

Les Jeunes Communistes de Loire-Atlantique accueillent le stage lycéen du MJCF



Pendant une semaine, du 23 au 27 octobre, le PCF 44 a permis aux jeunes communistes de Loire Atlantique d'accueillir un stage national dans leurs locaux. Des jeunes lycéens communistes de toute la France ont pu échanger et acquérir un certain nombre de connaissances, sur l'histoire du Mouvement, le militantisme au lycée ou encore le fonctionnement d'une organisation politique.

Les stagiaires sont arrivés dès le dimanche 23 Octobre et ont pu assister à la commémoration du 75ème anniversaire de la fusillade de Châteaubriant.

Entre les temps de formations et les temps de débats, parfois accompagnés d'un support vidéo, les jeunes ont également eu l'occasion de visiter Nantes, et notamment le mémorial de l'abolition de l'esclavage et l'exposition du cours des 50 otages.



À l'issue de cette semaine, certains d'entre eux déclarent : « Ce fut un stage très instructif cela nous a permis de faire des rappels et d'en savoir plus sur certains sujets » « Ce stage fut aussi un temps de rencontre très enrichissant, que cela soit entre les lycéens ou entre les lycéens et les intervenants du stage. »

Les jeunes communistes de Loire-Atlantique tiennent à remercier tous les intervenants qui ont donné de leur temps pour ces jeunes, mais également et surtout la fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français qui a permis d'accueillir ce stage à Nantes, dans les meilleures conditions matérielles possibles. À l'année prochaine pour, sans doute, la deuxième édition.

Laure



75ème anniversaire des fusillades de Châteaubriant

Le 23 octobre dernier, plusieurs centaines de personnes se sont réunies dans la Sablière de Châteaubriant à l'image de Pierre Laurent, Secrétaire National du PCF, et Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT qui ont appelé à être dignes des 27.



Photos : Patrice Morel

INVITATION À L'ESSAI

NOUVEAU
SCENIC & GRAND SCENIC

RENAULT
Le car, sans passion

Promocar.fr

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE
02 40 17 20 20

Voyage de solidarité de la JC



Après le départ en octobre, de militants des Jeunes Communistes en Palestine, nous faisons appel à votre solidarité. Le MJCF organise chaque année des voyage en Palestine qui ont permis à des dizaines de jeunes communistes de pouvoir, une fois, revenus faire partager leur expérience. Ces voyages s'inscrivent dans la longue lignée des combats menés par les communistes pour l'autodétermination des peuples matérialisés aujourd'hui par l'engagement du MJCF pour une paix juste et durable en Palestine.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL:..... EMAIL:.....

Bulletin à retourner au :
Jeunes Communistes 44 - 41 rue des Olivettes 44000 NANTES
accompagné d'un chèque à l'ordre du MJCF 44

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Robin SALECROIX
Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE

